

# Drogues : « L'Europe doit être perçue plus utile »

OBSERVATOIRE EUROPÉEN Au 1<sup>er</sup> janvier, le Belge Alexis Goosdeel présidera l'institution

► Alexis Goosdeel est le nouveau directeur de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies (OEDT).

► Il demande davantage de moyens et veut réformer l'agence pour qu'elle aide mieux les acteurs de terrain.

C'est un homme de terrain, un Bruxellois hier engagé dans la réduction des risques via l'ASBL Modus Vivendi, qu'a choisi la Commission européenne pour diriger, durant cinq années renouvelables, l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies (OEDT, basé à Lisbonne). Ce pragmatique, qui a travaillé comme psychologue au contact direct des toxicomanes de la capitale belge, a participé activement à la création de l'Observatoire puis expérimenté les divers niveaux de responsabilité de l'agence européenne avant d'en prendre les commandes à partir de ce 1<sup>er</sup> janvier. C'est peu de dire que les intervenants de terrain espèrent que ce nouveau directeur sera en prise directe avec les défis concrets.

Dans quel domaine doit-on attendre les prochaines initiatives de l'agence ? Les nouvelles drogues de synthèse. Notre mécanisme d'alerte précoce est en pleine révision. Il avait été élaboré à une époque où on identifiait quelques substances par an, or on en identifie désormais deux nouvelles chaque semaine. C'est exponentiel. En dix ans, nous avons débusqué plus de 450 substances ! En 2013, on a identifié 89 nouvelles substances, l'an dernier 101. On ne voit pas de signe que cette croissance puisse s'arrêter et le système actuel montre ses limites. Nous avons besoin de renforcer la procédure d'évaluation de risque de ces substances, tant au niveau de la rapidité que de la qualité. Mais il faut de l'argent pour réaliser des analyses de labo, conduire des études, etc. Aujourd'hui, nous sommes leaders mondiaux dans l'observation de substances psychoactives de synthèse. Pour en donner la mesure : rien que par la collaboration que nous avons menée ces derniers mois à l'ONU, celle-ci a triplé le volume d'informations dont elle dispo-

sait. Donc, nous sommes bons. Mais nous devons développer (et pouvoir financer) les évaluations de risque. Nous avons réaffecté du personnel sur cette priorité, mais il faut un accroissement des ressources.

De l'ordre de... ?

De l'ordre de 10 %, au moins, pour consolider les ressources humaines et aller chercher la connaissance manquante. Les personnels que nous recrutons maintenant ont tous une thèse de doctorat, une connaissance en toxicologie, criminologie, etc. La pharmacovigilance et la toxicovigilance deviennent prépondérantes. Ce sont des domaines très pointus.

La politique anti-drogue peut-elle résister au populisme (et aux idées faciles) qui gagne partout en Europe ?

Au-delà du populisme, il y a aujourd'hui une grande difficulté à convaincre que l'Union européenne est un projet utile aux gens. En même temps, la crise économique a un impact important sur la vision du welfare state. Ce n'est pas une vision que tous les Etats membres partagent. Face à ces difficultés, je me suis toujours battu pour renforcer et garantir la valeur ajoutée que nous apportons au niveau de chaque pays. Aux pays candidats à l'Union, je disais déjà : « Ne le faites pas pour Lisbonne ou Bruxelles, faites-le pour vous. Et si cela se passe bien pour vous, il y aura un bénéfice pour nous, agence de l'Union européenne. » C'est une bonne manière de résister aux populismes.

En pratique, quel est le défi ?

Se renouveler. Les besoins en information ont changé. Nous devons passer d'un modèle centré sur l'information à un rôle de fournisseur de services. Ma vision stratégique est d'être reconnus comme ceux qui donnent une information qui, pour nos usagers, fait la dif-

férence. Ce qui fait notre différence, ce sont nos analyses, nos comparaisons, nos interprétations. On nous sollicite de plus en plus lorsqu'un pays prépare une nouvelle législation, comme la Roumanie, confrontée à la croissance des nouvelles drogues de synthèse. C'est cela, notre valeur ajoutée.

Certains pays, comme la Belgique, se font tirer l'oreille pour respecter leurs obligations minimales. Est-ce qu'il n'y a pas, là, un problème ?

La Belgique se trouve dans la moyenne, elle offre même des opportunités que nous n'avions pas eues jusqu'ici. La Commission et le Parlement souhaitent qu'on trouve un moyen de sensibiliser aussi - et d'interagir avec - les régions d'Europe. C'est le plus grand défi des observatoires nationaux, mais c'est aussi une opportunité. En Belgique, la matière vient d'être régionalisée, les Régions veulent savoir comment exprimer leur compétence.

Il y a eu en Belgique et aux Pays-Bas une initiative académique visant à réviser la législation sur le cannabis, envisageant notamment la création de « cannabis social clubs ». Le rôle de l'OEDT dans ce genre de débat ?

L'observatoire n'a pas pour but de définir des politiques. Nous documentons les politiques suivies dans le monde, et nous fournissons des méthodologies qui permettent d'évaluer les politiques nationales. Nous n'évaluons pas nous-mêmes. L'Observatoire documente ce qui se fait sur les « cannabis social clubs », mais aussi ce qui se passe en Uruguay, aux Etats-Unis, etc. Tout ce que je peux dire, c'est que les « cannabis social clubs » ne font pas l'unanimité parmi les Etats membres de l'Union.

© D.R.

Quelle griffe rêveriez-vous de laisser ces cinq prochaines années ? On peut aujourd'hui avoir une idée des tendances (de consommation de stupéfiants), mais il est bien plus compliqué de les expliquer. Cela reste un défi. Je voudrais aussi réorienter l'observatoire vers les besoins de trois groupes de « clients » principaux : les institutions européennes, les décideurs

nationaux et les professionnels. Si les décideurs nationaux ne tirent pas un bénéfice de notre système, il n'y a pas de raison qu'ils continuent à le financer. Quant aux professionnels, moi je viens du terrain et je sais que, dans la majorité des cas, ce sont ces travailleurs de terrain qui fournissent les données. Au minimum, il faut qu'ils aient un re-

tour sur l'information qu'ils ont donnée. Je veux travailler à une meilleure identification de besoins d'information auxquels nous pourrions répondre. Je voudrais qu'on soit perçu comme plus utile par davantage de gens. Ce qui permettra aussi d'identifier plus facilement les priorités. ■

Propos recueillis par  
ALAIN LALLEMAND

## Les chiffres de la drogue en Europe

### Nombre de consommateurs au cours de l'année écoulée

#### Cannabis

14,6 millions  
11,7 %  
des 15-34 ans

On consomme 5x  
plus de cannabis  
que d'autres drogues



#### Amphétamines

1,3 million  
1 %  
des 15-34 ans



#### Ecstasy

1,8 million  
1,4 %  
des 15-34 ans



#### Opiacées

1,3 million  
des 15-64 ans



3,4 % des décès  
chez les Européens  
de 15 à 39 ans  
résultent d'une overdose



Parmi les 1,25 million  
de délits liés  
à la drogue,  
781.000 (63 %)  
concernent  
le cannabis

### Saisies



En Europe,  
80 % des saisies  
concernent le cannabis

En Belgique, en 2012  
19.154 kg de cannabis  
6.486 kg de cocaïne  
1.182 kg d'héroïne  
216 kg d'amphétamines  
37.152 comprimés  
d'ecstasy  
ont été saisis

### Combien coûte un gramme ?

Cannabis entre 8 et 13 €

Héroïne entre 33 et 58 €

Cocaïne entre 52 et 70 €

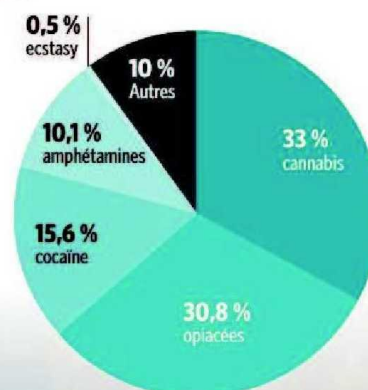
Amphétamines entre 10 et 19 €

Methamphétamine entre 13 et 42 €

Ecstasy entre 5 et 10 €

### Traitement de substitution en 2013

700.000 usagers ont reçu un traitement  
en Belgique



## Belgique La production de MDMA atteint un niveau industriel

**L**a Belgique et les Pays-Bas sont bien connus pour leur capacité de production d'amphétamines et d'ecstasy, relève l'Institut de santé publique dans son rapport national sur les drogues de 2014. La Belgique, comme les Pays-Bas, joue un rôle important dans la production et la vente de drogues de synthèse. « *La présence de laboratoires de drogues de synthèse à la frontière belgo-néerlandaise implique des filières criminelles organisées internationales* », établit le rapport. C'est en effet chez nous qu'a été démantelé, en 2013, le plus vaste laboratoire de drogues de synthèse découvert à ce jour. « *La capacité des organisations criminelles à séparer les différentes étapes de la production de drogue rend difficiles les efforts mis en œuvre pour appliquer la loi. Toutefois, chaque année, un certain nombre de laboratoires clandestins d'ecstasy ou d'amphétamines sont saisis.* » Ces dernières an-

nées, on assiste aussi à inquiétante augmentation de la quantité de méthamphétamine saisie (54 kg en 2012, 178 kg en 2013) alors que celle-ci était presque absente du marché belge il y a quelques années. Par contre, le LSD attire de moins en moins de consommateurs.

Dans son rapport, l'Institut de santé publique pointe la très grosse quantité de nouvelles substances psychoactives (NPS) présentes en Belgique. Près de 25 kg de divers cannabinoïdes synthétiques ont été saisis en 2013. L'ISP qui s'inquiète également du nombre croissant de laboratoires de conversion destinés à la fabrication de MDMA (en cachets mais aussi, depuis peu, sous forme de cristaux ou de poudre). « *La production de la MDMA a atteint un niveau industriel en Belgique. Le problème antérieur de pénurie de précurseurs, en l'occurrence de la PMK, a été clairement résolu par l'utilisation de précurseurs*

*alternatifs.* » Les nouvelles substances nécessaires à la fabrication de MDMA étant disponibles sur le marché, on trouve des comprimés d'ecstasy hautement dosés en MDMA. Ce qui explique que le nombre d'« alertes précoces » soit en augmentation depuis 2013. Des comprimés contenant encore plus de 250 mg de MDMA ont d'ailleurs été découverts aux Pays-Bas, et plusieurs jeunes Belges sont décédés ces deux dernières années après avoir consommé un cachet hautement dosé ou contaminé par d'autres substances.

Bien que la situation en Belgique soit préoccupante, c'est toujours la Chine qui garde la main sur le marché des NPS. La plupart de ces NPS provenant d'Asie et transitant sur notre territoire sont destinées à être écoulées dans d'autres pays européens : Allemagne, France, Espagne et Angleterre. ■

L.Po.